Nouvelles locales du jeudi 16 octobre 2014

@rib News, 16/10/2014 Ï Education - Les Ã©tudiants des universitÃ©s tant publiques que privÃ©es qui sont en grÃ¨ve pour rÃ©clamer le statut des diplÃ´mes du nouveau systÃ¨me dâ€™enseignement qui est le BMD affirment quâ€™ils ne peuve pas regagner les auditoires si leurs revendications ne trouvent pas de rÃ©ponses. Ils affirment cela au moment oÃ¹ les recteurs des universitÃ©s en grÃ¨ve leur aient demandÃ© ce mercredi soir de reprendre les cours ce vendredi. Ces responsables des Ã©tablissements universitaires font savoir que deux des trois questions que ces Ã©tudiants avaient soulevÃ©es ont trouvÃ© une rÃ©ponse dont celle en rapport avec la valeur administrative des diplÃ´mes de ce nouveau systÃ¨me.

Pourtant, les Ã©tudiants eux trouvent que rien nâ€™est encore rÃ©glÃ© et demandent plutÃ´t Ã ces recteurs de plaider pour au prÃ¨s du ministÃ¨re de lâ€™enseignement au lieu de les intimider. Ils demandent Ã tous les Ã©tudiants de ne pas cÃ©der Ã ces sollicitations fallacieuses et de rester sereins et surtout dâ€™attendre calmement lâ€™appel que leurs reprÃ©sentants von lancer. [rtnb/isanganiro/rtr/bonesha/rpa] Ï Politique - Lâ€™ADC-Ikibiri trouve que la CENI va continuer Ã utiliser les listes dont elle dispose dÃ©jÃ dans la mise en place des Commissions Electorales Communales IndÃ©pendantes (CECI). Le prÃ©sident de cette coalition des partis politiques de lâ€™opposition estime que le calendrier tel quâ€™arrÃªtÃ© par cette commission ne permet pas de consulter encore une fois les concernÃ©s. LÃ©once Ngendakumana dit par ailleurs ne pas comprendre pourquoi mÃªme les partis politiques dont le ministÃ¨re de lâ€™intÃ©rieur a dÃ©jÃ demandÃ© la radiation par ma de reprÃ©sentativitÃ© sont reprÃ©sentÃ©s dans les CEPI. Il affirme que mÃªme si les partis politiques de lâ€™opposition nâ€ trÃ¨s peu de membres (moins de 15 membres) dans ces CEPI, ils vont continuer la lutte mais prÃ©vient que si les erreurs continuent, ils peuvent se retirer du processus de prÃ©paration tout en continuant la compÃ©tition. [rtr/isanganiro/rpa] - Un expert de la prÃ©paration des Ã©lections estime que la CENI ne devrait pas accueillir les contestations des politiciens ou autres partenaires qui ne sont pas satisfaits de la mise en place des commissions Ã toutes les Ã©chelons. Selon Donatien Ndayisaba, la CENI ne peut en aucun cas reconnaÃ®tre et corriger ses erreurs Ã©tant donnÃ© quâ€™on ne peut pas se faire justice soi-mÃªme. Il trouve que cela peut avoir de mauvaises consÃ©quences dans le dÃ©roulement des Ã©lections et dans lâ€™acceptation des rÃ©sultats de ces derniÃ¨res puis quâ€™une question qui ne trouve pas de rÃ©ponse constitue une sourc potentielle dâ€™autres conflits. Ainsi, il demande Ã la CENI dâ€™Ãªtre tranquille pour y apporter une dÃ©cision durable.Â [isanganiro/rtr/rpa/bonesha] Ï SociÃ©tÃ© - Alors que le monde entier cÃ©lÃ¨bre ce jeudi 16 octobre la journÃ©e internationale dÃ©diÃ©e Ã une alimentation Ã©quilibrÃ©e, la plupart de la population burundaise affirme quâ€™elle vit dans u misÃ¨re qui ne leur permet par de bien se nourrir. Toutes les catÃ©gories se lamentent y compris les commerÃ§ants et les fonctionnaires. Ces derniers trouvent mÃªme que les salaires ne sont pas suffisants pour remplir cette exigence sanitaire. Pourtant, un expert en nutrition trouve que les burundais peuvent bien se nourrir sans trop dÃ©penser. En effet, le professeur Athanase Ntiyanogeye trouve que tous les composants des aliments sont contenus dans les repas que les burundais ont lâ€™habitude de prendre. Il demande plutÃ´t aux autoritÃ©s sanitaires de procÃ©der Ã une sensibilisation conti de la population sur les mÃ©thodes nutritives. [isanganiro] Ï Diplomatie - Le parlement burundais a sorti une dÃ©claration ce jeudi pour rÃ©agir aprÃ¨s la rÃ©solution du parlement de lâ€™union europÃ©enne sur la situation des droits de lâ€™homm Burundi, laquelle dÃ©claration est sortie le 18 septembre dernier. Selon le premier vice-prÃ©sident de lâ€™assemblÃ©e nation qui a lu ce communiquÃ©, la situation des droits de lâ€™homme au Burundi nâ€™est pas alarmante comme certains le pense mÃªme si elle admet que tout nâ€™est pas rose. Mo-Mammo Karerwa fait savoir que cette rÃ©solution de lâ€™Union EuropÃ© est sortie alors que le parlement burundais Ã©tait en vacance, ceci pour justifier le retard de la rÃ©action de ces reprÃ©sentants du peuple. Elle prÃ©cise que le Burundi a besoin dâ€™Ãªtre soutenu dans ce domaine et estime que des experts en cette matiÃ¨re en provenance de lâ€™union europÃ©enne devraient Ãªtre envoyÃ©s au Burundi pour se rendre compte de cette situation. Elle trouve par ailleurs que le parlement europÃ©en devrait prendre des rÃ©solutions sur base des considÃ©rations en provenance des diffÃ©rents milieux du pays pour avoir une idÃ©e globale de ce qui se passe. Selon elle, câ€™est cela qui pourra engendrer la comprÃ©hension mutuelle de tous les concernÃ©s et contribuer Ã renforcer les dro de lâ€™homme et les libertÃ©s publiques dans ce pays. [isanganiro/rtr/bonesha/rpa] - Un expert des relations internationales demande aux dirigeants du Burundi et du Rwanda de sâ€™asseoir ensemble pour faire des enquÃªtes en ce qui est des cadavres qui ont Ã©tÃ© retrouvÃ©s flottants sur le lac Rweru dans ces derniers jours. Selon le professeur Pascal Niyonizigiye, une commission bipartite devrait Ãªtre mise en place pour Ã©tudier cette question et affirme que des experts ne manquent pas dans ces deux pays pour faire ce travail. Il trouve que si cette commission ne trouve pas de solution, il faudra faire recours aux experts des Etats Unis ou de lâ€™Union EuropÃ©enne pour plus de complÃ©ments. Il reste donc convaincu que les corps ont une nationalitÃ© et que si les pays se renvoient la balle, il ne sâ€™agit point dâ€™une solution. Il trouve que ce renvoie rÃ©ciproque de la balle ne signifie par pour autant que les relations entre ces deux pays sont mises Ã mal puis que selon lui, mÃªme ceux qui ont combattu des annÃ©es et des annÃ©es peuvent sâ€™asseoir ensemble e discuter de lâ€™avenir. [rtr/bonesha] Ï Economie - Lâ€™Association Burundaise des Consommateurs (ABUCO) estime que l gouvernement du Burundi devrait revoir Ã la baisse le prix du carburant. Selon le prÃ©sident de cette association, le prix du carburant a chutÃ© continuellement sur le marchÃ© international depuis le mois de juillet et cette diminution est de lâ€™ordr de prÃ¨s de 25%. Ainsi, Pierre Nduwayo trouve que, comme les prix sont revus Ã la hausse chaque fois en cas de hausse, il devrait Ãªtre rÃ©duit en cas de diminution pour que les consommateurs en profitent. Il sâ€™Ã©tonne donc du fait que le ministÃ¨re du commerce affiche un calme Ã ce sujet alors quâ€™en cas de hausse il rÃ©agit dans lâ€™immÃ©diat. Mais, le autoritÃ©s du ministÃ¨re dont il est question ont fait savoir que cette question est en train dâ€™Ãªtre Ã©tudiÃ©e. [isanganiro/rtr/bonesha/rpa]